

DEPARTEMENT DU TARN

COMMUNE DE BRASSAC



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Appel d'offres en procédure adaptée (article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)

TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU HAMEAU DE PAYSSIBOTS

Maître d'ouvrage :

COMMUNE DE BRASSAC

Maître d'œuvre :

DEJANTE EAU & ENVIRONNEMENT – PAYS D'OC

2 - ACTE D'ENGAGEMENT

Date du marché :

Montant TTC :

Imputation :



SOMMAIRE

ARTICLE 1	IDENTIFIANTS – OBJET DU MARCHÉ	3
1.1	IDENTIFIANT	3
1.2	OBJET DU MARCHÉ	3
1.3	COMMUNE OU LIEU D'IMPLANTATION	3
ARTICLE 2	CONTRACTANTS	4
2.1	ENGAGEMENT DU CANDIDAT (A REMPLIR PAR LE CANDIDAT, ENTREPRISE UNIQUE)	4
2.2	ENGAGEMENT DU CANDIDAT (A REMPLIR PAR LES CONTRACTANTS, GROUPEMENT D'ENTREPRISES CONJOINT OU SOLIDAIRE)	6
2.3	REPARTITIONS DES PRESTATIONS EN CAS DE GROUPEMENT D'ENTREPRISES CONJOINT	8
ARTICLE 3	PRIX	9
3.1	CONDITIONS GENERALES DE L'OFFRE DE PRIX	9
3.2	MONTANT DU MARCHÉ	9
3.3	VARIANTES OBLIGATOIRES	10
3.3.1	<i>Prestation supplémentaire obligatoire (PSO)</i>	10
3.3.2	<i>Solution alternative obligatoire</i>	10
3.4	VARIANTES FACULTATIVES	12
3.4.1	<i>Prestation supplémentaire éventuelle</i>	12
3.4.2	<i>Solution alternative éventuelle</i>	12
3.5	CAUTIONNEMENT	13
3.6	DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR, MAITRE DE L'OUVRAGE	14
ARTICLE 4	SOUS-TRAITANTS	15
4.1	PRESTATIONS SOUS-TRAITEES DESIGNÉES AU MARCHÉ	15
ARTICLE 5	NANTISSEMENTS ET CREANCES	16
ARTICLE 6	DELAI DE REALISATION	17
6.1	PHASE DE PREPARATION ET DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 7	PAIEMENTS	18
7.1	DELAI MAXIMUM DE PAIEMENT	18
7.2	PRESTATAIRE UNIQUE :	18
7.3	GROUPEMENTS :	19
7.3.1	<i>Groupeement solidaire :</i>	19
7.3.2	<i>Groupeement conjoint :</i>	19
7.3.3	<i>Avance :</i>	21
ARTICLE 8	SIGNATURE DU MARCHÉ	22
8.1	SIGNATURE DU MARCHÉ PAR LE TITULAIRE INDIVIDUEL	22
8.2	SIGNATURE DU MARCHÉ EN CAS DE GROUPEMENT	22
8.3	SIGNATURE DE L'ACHETEUR – ACCEPTATION DE L'OFFRE	23
ARTICLE 9	NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	24
ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE		25

ARTICLE 1 IDENTIFIANTS – OBJET DU MARCHÉ

1.1 Identifiant

- Acheteur :

Monsieur Le maire de BRASSAC
Mairie de BRASSAC
Place de l'Hôtel de Ville
81260 BRASSAC

Tél. : 05 63 74 00 18 - Fax. : - Email : mairie@brassac.fr

- Nom, prénom, qualité du signataire du marché :

Monsieur Le maire de BRASSAC
Mairie de BRASSAC
Place de l'Hôtel de Ville
81260 BRASSAC

Tél. : 05 63 74 00 18 - Fax. : - Email : mairie@brassac.fr

- Désignation et téléphone de la personne habilitée à donner des renseignements :

- Maître d'œuvre :

Bureau d'études DEJANTE Eau & Environnement – Pays d'Oc
70, Rue des agriculteurs
81000 ALBI
Tel : 05.63.76.21.00 - Fax : 05.63.76.19.29

- Comptable public assignataire des paiements :

Trésorerie de ROQUECOURBE - Trésor Public
Monsieur Le Trésorier
1 bis Place Jeanne d'Arc
81210 Roquecourbe

- Imputation budgétaire :

.....

.....

1.2 Objet du marché

Le maître d'ouvrage envisage, une opération ayant pour objet la réalisation de travaux d'eau potable visant à alimenter le hameau de Payssibots.

1.3 Commune ou lieu d'implantation

Les travaux se dérouleront sur la commune de BRASSAC.

ARTICLE 2 CONTRACTANTS

2.1 Engagement du candidat (à remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE)

Je soussigné,

Nom et prénom	
Agissant en qualité de :	
Pour le compte de la société (intitulé complet) :	
Forme juridique de la société :	
Adresse :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Ayant son siège social à :	
Et immatriculé à l'INSEE sous :	
Le N° SIRET :	
Le code APE/NAF :	
Le numéro d'identification au Registre du Commerce / Métiers / Chambre d'agriculture ¹ :	
N° URSSAF :	
N° TVA intracommunautaire :	

Déclare :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du présent marché, savoir :
 - Du Règlement de la Consultation (RC),
 - Du C.C.A.P et des documents qui sont mentionnés dans le C.C.A.P,
 - Du C.C.A.G (arrêté du 8 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 mars 2014);
 - Du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
 - Du Plan Général de Coordination (P.G.C.),
 - Du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
 - Du ou des Détails Quantitatifs et Estimatifs (D.Q.E);
- Avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 54 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016;
- Le cas échéant, avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant mon intention de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

¹ Rayer les mentions inutiles.

Déclare sur l'honneur que les prestations, objet du marché, seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

Déclare avoir pris connaissance du C.C.A.P, et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini à l'article 1 du C.C.A.P., dans les conditions définies ci-après.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement.

2.2 Engagement du candidat (à remplir par les contractants, GROUPEMENT D'ENTREPRISES CONJOINT OU SOLIDAIRE)

L'entreprise est le mandataire des entrepreneurs du groupement (article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) :

Le groupement est :

☐ Conjoint OU ☐ solidaire

Nous soussignés,

Nom et prénom	
Agissant en qualité de :	
Pour le compte de la société (intitulé complet) :	
Forme juridique de la société :	
Adresse :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Ayant son siège social à :	
Et immatriculé à l'INSEE sous : Le N° SIRET : Le code APE/NAF : Le numéro d'identification au Registre du Commerce / Métiers / Chambre d'agriculture : N° URSSAF : N° TVA intracommunautaire :	

Nom et prénom	
Agissant en qualité de :	
Pour le compte de la société (intitulé complet) :	
Forme juridique de la société :	
Adresse :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Ayant son siège social à :	
Et immatriculé à l'INSEE sous : Le N° SIRET : Le code APE/NAF : Le numéro d'identification au Registre du Commerce / Métiers / Chambre d'agriculture : N° URSSAF : N° TVA intracommunautaire :	

Nom et prénom	
Agissant en qualité de :	
Pour le compte de la société (intitulé complet) :	
Forme juridique de la société :	
Adresse :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Ayant son siège social à :	
Et immatriculé à l'INSEE sous : Le N° SIRET : Le code APE/NAF : Le numéro d'identification au Registre du Commerce / Métiers / Chambre d'agriculture : N° URSSAF : N° TVA intracommunautaire :	

Déclarons :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du présent marché, savoir :
 - Du Règlement de la Consultation (RC),
 - Du C.C.A.P et des documents qui sont mentionnés dans le C.C.A.P,
 - Du C.C.A.G (arrêté du 8 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 mars 2014);
 - Du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
 - Du Plan Général de Coordination (P.G.C.),
 - Du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
 - Du ou des Détails Quantitatifs et Estimatifs (D.Q.E);
- Avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 54 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016;
- Le cas échéant, avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant mon intention de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Affirmons sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à nos torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle nous intervenons, que nous ne tombons pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Déclarons sur l'honneur que les prestations, objet du marché, seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

Déclarons avoir pris connaissance du C.C.A.P et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini à l'article 1 du C.C.A.P., dans les conditions définies ci-après.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

Le cas échéant, les autres co-contractants complètent l'annexe 1.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement.

2.3 Répartitions des prestations en cas de GROUPEMENT D'ENTREPRISES CONJOINT

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

ARTICLE 3 PRIX

3.1 Conditions générales de l'offre de prix

L'offre de prix est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois zéro « M0 ». Les modalités d'actualisation et de révision des prix sont fixées au C.C.A.P.

3.2 Montant du marché

L'évaluation du montant global de la prestation telle qu'elle résulte du ou des Détails Quantitatifs et Estimatifs (D.Q.E) est la suivante en montant Hors T.V.A. et T.V.A. incluse.

	MONTANT GLOBAL DE LA PRESTATION DE BASE (TRANCHES FERMES + TRANCHES OPTIONNELLES) (En unité EUROS)
Montant Hors TVA.
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC
Montant T.T.C (en lettres

	MONTANT DE LA TRANCHE FERME N°1 (En unité EUROS)
Montant Hors TVA.
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC
Montant T.T.C (en lettres

	MONTANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE N°1 (En unité EUROS)

Montant Hors TVA:	.....
Montant TVA (20,00 %)	.....
Montant total TTC	.....
Montant T.T.C (en lettres	...............

	MONTANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE N°... (En unité EUROS)
Montant Hors TVA:	.....
Montant TVA (20,00 %)	.....
Montant total TTC	.....
Montant T.T.C (en lettres	...............

3.3 Variantes obligatoires

~~3.3.1~~ Prestation supplémentaire obligatoire (PSO)

	MONTANT DE LA PRESTATION SUPPLEMENTAIRE OBLIGATOIRE N°1 (En unité EUROS)
Montant Hors TVA:	.....
Montant TVA (20,00 %)	.....
Montant total TTC	.....

3.3.2 Solution alternative obligatoire

L'évaluation du montant global de la solution alternative obligatoire telle qu'elle résulte du ou des Détails Quantitatifs et Estimatifs (D.Q.E) est la suivante en montant Hors T.V.A. et T.V.A. incluse.

	MONTANT GLOBAL DE LA SOLUTION ALTERNATIVE OBLIGATOIRE (TRANCHES FERMES + TRANCHES OPTIONNELLES) (En unité EUROS)
Montant Hors TVA:
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC

	MONTANT DE LA TRANCHE FERME N°... (En unité EUROS)
Montant Hors TVA:
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC
Montant T.T.C (en lettres

	MONTANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE N°... (En unité EUROS)
Montant Hors TVA:
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC
Montant T.T.C (en lettres

3.4 Variantes facultatives

Les variantes facultatives sont :

☒ Autorisées (selon les détails fixés dans le règlement de consultation)

OU

☐ Interdites (si interdites, l'article sera rayé)

3.4.1 Prestation supplémentaire éventuelle

	MONTANT DE LA PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE N°1 (En unité EUROS)
Montant Hors TVA.
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC

~~3.4.2 Solution alternative éventuelle~~

L'évaluation du montant global de la solution alternative éventuelle telle qu'elle résulte du ou des Détails Quantitatifs et Estimatifs (D.Q.E) est la suivante en montant Hors T.V.A. et T.V.A. incluse.

	MONTANT GLOBAL DE LA SOLUTION ALTERNATIVE EVENTUELLE (TRANCHES FERMES + TRANCHES OPTIONNELLES) (En unité EUROS)
Montant Hors TVA.
Montant TVA (20,00 %)
Montant total TTC
Montant T.T.C (en lettres

	MONTANT DE LA TRANCHE FERME N°... (En unité EUROS)
Montant Hors TVA.

Montant TVA (20,00 %)	.....
Montant total TTC	.....
Montant T.T.C (en lettres	...............

	MONTANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE N°... (En unité EUROS)
Montant Hors TVA.	.....
Montant TVA (20,00 %)	.....
Montant total TTC	.....
Montant T.T.C (en lettres	...............

3.5 Cautionnement

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Une garantie à première demande pourra être constituée par l'entrepreneur

Le montant de la garantie sera égal à 5 % du montant du marché indiqué dans l'acte d'engagement, augmenté des avenants éventuels, des variations de prix et de la TVA.

Si l'entreprise ne peut constituer une garantie, il sera appliqué à chaque décompte mensuel une retenue de garantie de 5 %.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article 61 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 122, 123 et 124 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

3.6 Décision du Pouvoir Adjudicateur, maître de l'ouvrage

Le marché est arrêté aux montants ci-après indiqués :

MONTANT DE L'OFFRE RETENUE * VARIANTE - BASE	€
MONTANT DE LA TRANCHE FERME N°1	€
MONTANT DE LA TRANCHE FERME N°...	€
MONTANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE N°1	€
MONTANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE N°...	€
MONTANT DE LA PRESTATION SUPPLEMENTAIRE OBLIGATOIRE N°1	€
MONTANT DE LA PRESTATION SUPPLEMENTAIRE OBLIGATOIRE N°...	€
Montant TOTAL hors T.V.A. :	€
Dont montant hors T.V.A. des prestations supplémentaires retenues :	€
Montant total hors T.V.A. :	€
T.V.A. au taux de 20 % :	€
Total TTC :	€
Total TTC en lettres :	
*Incluant d'éventuels montants de tranches optionnelles qui devront être affermies par l'acheteur en cas de décision d'exécution	

ARTICLE 4 SOUS-TRAITANTS

4.1 Prestations sous-traitées désignées au marché

Les annexes au présent acte d'engagement référencées ci-dessous, indiquent la nature et le montant des prestations envisagées d'être exécutées par des sous-traitants payés directement.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Références des annexes au présent document relatives à la sous-traitance :

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations proposées à la sous-traitance conformément à ces annexes est de :

Montant hors TVA	€
TVA au taux de : 20 %	€
Montant TTC	€

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

ARTICLE 5 NANTISSEMENTS ET CREANCES

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) céder ou présenter en nantissement est de (montant total du marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

Montant (TTC) € en chiffres :

Montant (TTC) € en lettres :

Conformément à l'article 128 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès du comptable public assignataire :

Voir paragraphe 1.1

ARTICLE 6 DELAI DE REALISATION

6.1 Phase de préparation et délai d'exécution des travaux

Les délais sont exprimés en jours calendaires.

Le délai de la période de préparation de chaque tranche (s'il y en a plusieurs) est de **1 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

Ces délais ne sont pas compris dans les délais d'exécutions des travaux. Les délais du candidat sont les suivants :

Le délai d'exécution des travaux est de :

- pour la tranche ferme n°1,
- pour la tranche ferme n° ...,
- pour la tranche optionnelle n°1,
- pour la tranche optionnelle n° ..,

À compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

En l'absence de proposition de délais, les délais plafond sont appliqués.

ARTICLE 7 PAIEMENTS

7.1 Délai maximum de paiement

Le délai maximum de paiement est de **30 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

En cas de dépassement de ces délais contractuels, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux marginal de la Banque Centrale Européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmentés de sept points.

7.2 Prestataire unique :

☐ **Prestataire unique**

Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique

Compte ouvert à l'organisme bancaire :

A :

Au nom de :

Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Clé : |_|_|_|

Code banque : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Code guichet : |_|_|_|_|_|_|_|_|

(joindre un RIB ou RIP)

Il est prévu une **avance sous réserve des conditions prévues à l'article 59 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 110, 111, 112 et 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.**

Une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Toutefois, **le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 5 % du montant de l'avance.**

L'entreprise désignée ci-avant :

☐ **Refuse de percevoir l'avance** prévue dans le Cahier des clauses administratives particulières.

☐ **Accepte de percevoir l'avance** prévue dans le Cahier des clauses administratives particulières.

7.3 Groupements :

7.3.1 Groupement solidaire :

<input type="checkbox"/> Groupement solidaire <i>Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement solidaire</i>
<input type="checkbox"/> Paiement des sommes sur un compte unique : <p>Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.</p> <p>Compte ouvert à l'organisme bancaire :</p> <p>A :</p> <p>Au nom de :</p> <p>Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Clé : |_|_|_|</p> <p>Code banque : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Code guichet : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|</p> <p><i>(joindre un RIB ou RIP)</i></p>

7.3.2 Groupement conjoint :

<input type="checkbox"/> Groupement conjoint <i>Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement conjoint</i>															
<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 5px;">Répartition des montants</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 5px;"><i>Montants HT et TTC à détailler par tranches, phases, ... s'il y a lieu.</i></div>															
<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 5px;">Cotraitant 1 (Mandataire)</div>															
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 40%;"></th> <th style="width: 30%; text-align: center;"><u>Montants HT</u></th> <th style="width: 30%; text-align: center;"><u>Montants TTC</u></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;"><u>TOTAL</u></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<u>TOTAL</u>		
	<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>													
-	-	-													
-	-	-													
-	-	-													
<u>TOTAL</u>															

<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 5px;">Cotraitant 2</div>															
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 40%;"></th> <th style="width: 30%; text-align: center;"><u>Montants HT</u></th> <th style="width: 30%; text-align: center;"><u>Montants TTC</u></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td style="text-align: center;">-</td> <td style="text-align: center;">-</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;"><u>TOTAL</u></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<u>TOTAL</u>		
	<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>													
-	-	-													
-	-	-													
-	-	-													
<u>TOTAL</u>															

<u>Cotraitant 3</u>		
	<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>
-	-	-
-	-	-
-	-	-
<u>TOTAL</u>		

TOTAL GENERAL	-	-
----------------------	---	---

<u>Cotraitant 1 (Mandataire)</u>	
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
A :	
Au nom de :	
Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|	Clé : |_|_|_|
Code banque : |_|_|_|_|_|_|_|	Code guichet : |_|_|_|_|_|
<i>(joindre un RIB ou RIP)</i>	

<u>Cotraitant 2</u>	
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
A :	
Au nom de :	
Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|	Clé : |_|_|_|
Code banque : |_|_|_|_|_|_|_|	Code guichet : |_|_|_|_|_|
<i>(joindre un RIB ou RIP)</i>	

<u>Cotraitant 3</u>	
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
A :	
Au nom de :	
Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|	Clé : |_|_|_|
Code banque : |_|_|_|_|_|_|_|	Code guichet : |_|_|_|_|_|
<i>(joindre un RIB ou RIP)</i>	

7.3.3 Avance :

Il est prévu une **avance sous réserve des conditions prévues à l'article 59 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 110, 111, 112 et 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.**

Toutefois, **les membres du groupement doivent justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 5 % du montant de l'avance.**

Païement des sommes dues sur un compte unique :

Le montant de l'avance est calculé sur la base du montant du marché, toutes entreprises du groupement confondues. Il ne fait pas l'objet d'un calcul individualisé.

☐ : **Le groupement d'entreprises refuse de percevoir l'avance.**

☐ : **Le groupement d'entreprises accepte de percevoir l'avance.**

Païement des sommes dues sur des comptes séparés :

Les entreprises groupées désignées ci-après refusent de percevoir l'avance prévue dans le Cahier des clauses administratives particulières :

☐ 1 :

☐ 2 :

☐ 3 :

Les entreprises groupées désignées ci-après acceptent de percevoir l'avance prévue au Cahier des clauses administratives particulières :

☐ 1 :

☐ 2 :

☐ 3 :

ARTICLE 8 SIGNATURE DU MARCHÉ

8.1 Signature du marché par le titulaire individuel

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature avec la mention manuscrite « Lu et approuvé »

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

8.2 Signature du marché en cas de groupement

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cochez la ou les cases correspondantes.)

☐ Pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ Pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ Ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cochez la case correspondante.)

☐ Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;

☐ Donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

8.3 Signature de l'acheteur – Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le pouvoir d'adjudicateur (représentant de l'acheteur habilité à signer le marché) :

à, le.....

Pour l'État et ses établissements (Contrôle de Légalité):
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

à, le.....

ARTICLE 9 NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

La notification transforme le projet de marché en marché et l'opérateur économique en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans le cadre ci-dessous l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.

Reçu l'avis de réception postale de la notification du marché signé le par l'opérateur économique, titulaire du marché.

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie certifiée conforme du présent marché

A, le

Signature du titulaire
Faire précéder la signature de la mention manuscrite
« lu et approuvé »

Signature du Pouvoir adjudicateur
Faire précéder la signature de la mention manuscrite
« Copie certifiée conforme à l'original »

délivrée en unique exemplaire pour être remise en cas de
cession ou de nantissement de créances

ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

DC4

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

■ Désignation du pouvoir adjudicateur :

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (nantissements ou cessions de créances) :

B - Objet du marché public.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)* :
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ **Nature des prestations sous-traitées :**

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

☐ NON

☐ OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) **Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le pouvoir adjudicateur :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le